

F. 99 — 833

[C — 99/03151]

19 MARS 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 octobre 1997 relatif aux règles générales concernant les obligations linéaires

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 37 de la Constitution;

Vu la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire modifiée par les lois du 22 juillet 1991, 28 juillet 1992, 6 août 1993, 4 avril 1995, 18 juin 1996, 15 juillet et 30 octobre 1998, notamment le chapitre 1^{er};

Vu la loi du 22 décembre 1998 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1999, notamment l'article 8, § 1^{er}, 1^o;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 1991 relatif aux titres de la dette de l'Etat modifié par les arrêtés royaux du 22 juillet 1991, 10 février 1993, 30 septembre et 3 décembre 1997, 26 novembre 1998, et du 20 janvier 1999;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1997 relatif aux obligations linéaires modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 1998;

Vu l'arrêté ministériel du 22 octobre 1997 relatif aux règles générales concernant les obligations linéaires modifié par les arrêtés ministériels du 23 janvier, du 28 mai et du 17 décembre 1998;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les conditions d'émission des obligations linéaires aux dispositions du nouveau cahier des charges des primary dealers en valeurs du Trésor belge et du cahier des charges des recognized dealers en valeurs du Trésor belge,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté ministériel du 22 octobre 1997 relatif aux règles générales concernant les obligations linéaires est remplacé par le texte suivant :

« 1^o — primary dealers : les établissements liés au Trésor par le cahier des charges des primary dealers en valeurs du Trésor belge;

— recognized dealers : les établissements liés au Trésor par le cahier des charges des recognized dealers en valeurs du Trésor belge. »

Art. 2. Un article 1^{er bis}, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 1^{er bis}. § 1^{er}. Le montant des intérêts à payer à la date d'échéance de la période d'intérêt d'une obligation linéaire à taux fixe est calculé selon la formule ci-après :

$$C = Y \times \frac{i}{100} \times \frac{d}{12}, \text{ où}$$

— C est égal au montant des intérêts;

— Y est égal au montant nominal des titres;

— i est le taux d'intérêt nominal annuel des titres pour la période d'intérêt en question;

— d est la durée ordinaire des coupons en mois entiers, telle que conventionnellement fixée.

§ 2. La date de départ d'une période d'intérêt, ci-après dénommée "D", est comptée pour le calcul du nombre exact de jours à prendre en considération pour l'application des formules.

La date d'échéance des intérêts, ci-après dénommée "E", n'est pas comptée pour ce calcul.

§ 3. Pour un premier ou un dernier coupon dont la durée est inférieure à d (ci-après dénommé "coupon ou période d'intérêt atypique"), le taux d'intérêt i est multiplié par la fraction n/f, où

— n est égal à la différence entre le D et le E de la période d'intérêt atypique;

— f est égal à la différence entre :

1° pour ce qui concerne un premier coupon court :

— d'une part le D notionnel obtenu en déduisant d du E du coupon atypique;

— et d'autre part le E du coupon atypique;

2° pour ce qui concerne un dernier coupon court :

— d'une part le D du coupon atypique;

N. 99 — 833

[C — 99/22209]

19 MAART 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 oktober 1997 betreffende de algemene regels inzake de lineaire obligaties

De Minister van Financiën,

Gelet op artikel 37 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetaire beleidsinstrumentarium, gewijzigd door de wetten van 22 juli 1991, 28 juli 1992, 6 augustus 1993, 4 april 1995, 18 juni 1996, 15 juli en 30 oktober 1998, inzonderheid op hoofdstuk 1;

Gelet op de wet van 22 december 1998 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1999, inzonderheid op artikel 8, § 1, 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 1991 betreffende de effecten van de Staatsschuld, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 22 juli 1991, 10 februari 1993, 30 september en 3 december 1997, 26 november 1998, en van 20 januari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 1997 betreffende de lineaire obligaties, gewijzigd door het koninklijk besluit van 11 december 1998;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 oktober 1997 betreffende de algemene regels inzake de lineaire obligaties, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 28 mei en 17 december 1998;

Overwegende dat de uitgiftevoorwaarden van lineaire obligaties moeten worden aangepast aan de bepalingen van het nieuwe lastenboek van de primary dealers in Schatkistwaarden van het Koninkrijk België en van het lastenboek van de recognized dealers in Schatkistwaarden van het Koninkrijk België,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, 1^o, van het ministerieel besluit van 22 oktober 1997 betreffende de algemene regels inzake de lineaire obligaties wordt vervangen als volgt :

« 1^o — primary dealers: de instellingen verbonden met de Schatkist door het lastenboek van de primary dealers in Schatkistwaarden van het Koninkrijk België;

— recognized dealers : de instellingen verbonden met de Schatkist door het lastenboek van de recognized dealers in Schatkistwaarden van het Koninkrijk België. »

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 1bis ingevoegd dat luidt als volgt :

« Art. 1bis. § 1. Het bedrag van de interesten te betalen op de vervaldatum van de interestperiode van een lineaire obligatie tegen vaste rentevoet wordt berekend als volgt :

$$C = Y \times \frac{i}{100} \times \frac{d}{12}, \text{ waarbij}$$

— C gelijk is aan het bedrag van de interesten;

— Y gelijk is aan het nominale bedrag van de effecten;

— i de nominale jaarlijkse rentevoet is van de effecten voor de betreffende interestperiode;

— d de gewone duur is van de coupons in volledige maanden, zoals conventioneel vastgelegd;

§ 2. De aanvangsdatum van een interestperiode, hierna "D" genoemd, wordt meegerekend voor de berekening van het exacte aantal dagen dat in aanmerking wordt genomen voor de toepassing van de formules.

De vervaldatum van interesten, hierna "E" genoemd, wordt niet meegerekend voor deze berekening.

§ 3. Voor een eerste of laatste coupon met een duur korter dan d (hierna "atypische coupon of atypische interestperiode" genoemd), wordt de rentevoet i vermenigvuldigd met de breuk n/f, waarbij

— n gelijk is aan het verschil tussen D en E van de atypische interestperiode;

— f gelijk is aan het verschil tussen:

1° voor wat betreft een eerste korte coupon :

— enerzijds de notionele D verkregen door E van de atypische coupon te verminderen met d;

— en, anderzijds, E van de atypische coupon;

2° voor wat betreft een laatste korte coupon :

— enerzijds D van de atypische coupon;

— et d'autre part le E notionnel obtenu en ajoutant d au D susvisé.

§ 4. Pour un premier ou un dernier coupon dont la durée est supérieure à d, le taux d'intérêt i est multiplié par $(1 + \frac{c}{f})$, où

1° pour un premier coupon long :

a) c est égal à la différence entre :

— d'une part le D de la période d'intérêt atypique;

— et d'autre part le E notionnel obtenu en déduisant d du E du coupon atypique;

b) f est pour la période d'intérêt atypique égal à la différence entre :

— d'une part le D notionnel obtenu en déduisant du E du coupon atypique deux fois d;

— et d'autre part le E notionnel obtenu en déduisant d du E du coupon atypique;

2° pour un dernier coupon long :

a) c est égal à la différence entre :

— d'une part le D notionnel obtenu en ajoutant d à D du coupon atypique;

— et d'autre part le E du coupon atypique;

b) f est égal à la différence entre :

— d'une part le D notionnel obtenu en ajoutant à D du coupon atypique une fois d;

— et d'autre part, le E notionnel obtenu en ajoutant à D du coupon atypique deux fois d.

§ 5. Si la date d'échéance est un jour de fermeture de Target, le montant d'intérêts est payé le premier jour Target suivant et il n'est dû aucun intérêt de retard en raison de ce report de paiement. »

Art. 3. Un article 1^{er} ter, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 1^{er} ter. Le montant des intérêts à payer à la date d'échéance de la période d'intérêt d'une obligation linéaire à taux d'intérêt variable est calculé selon la formule ci-après :

$$C = Y \times \frac{i}{100} \times \frac{n}{360}, \text{ où}$$

— C est égal au montant des intérêts;

— Y est égal au montant nominal des titres;

— i est le taux d'intérêt nominal annuel des titres pour la période d'intérêt en question;

— n est le nombre exact de jours calendrier entre la date de départ de la période d'intérêt (comprise) et la date d'échéance des intérêts (non comprise).

Cette disposition s'applique aux obligations linéaires à taux d'intérêt variable à émettre après l'entrée en vigueur du présent arrêté. »

Art. 4. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. La participation aux adjudications se fait exclusivement en nom propre.

Seuls les primary dealers et les recognized dealers ont le droit de participer aux adjudications.

Un primary dealer ou un recognized dealer peut, s'il y a lieu, être exclu temporairement des adjudications conformément aux dispositions du cahier des charges des primary dealers ou des recognized dealers. »

Art. 5. Dans l'article 4, alinéa 3 du même arrêté, les mots "teneurs de marché" sont remplacés par les mots "primary dealers et les recognized dealers".

Art. 6. Dans l'article 5 du même arrêté :

1° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant de l'offre doit être, en ce qui concerne les obligations linéaires libellées en euros, un multiple de cent mille euros avec un minimum d'un million d'euros par prix offert. »;

2° dans l'alinéa 4, les mots "francs belges" sont remplacés par le mot "euros".

— en, anderzijds, de notionele E verkregen door D voormeld te vermeerderen met d.

§ 4. Voor een eerste of laatste coupon met een duur langer dan d, wordt de rentevoet i vermenigvuldigd met $(1 + \frac{c}{f})$, waarbij

1° voor een eerste lange coupon :

a) c gelijk is aan het verschil tussen :

— enerzijds D van de atypische interestperiode;

— en, anderzijds, de notionele E verkregen door E van de atypische coupon te verminderen met d;

b) f voor de atypische interestperiode gelijk is aan het verschil tussen :

— enerzijds de notionele D verkregen door E van de atypische coupon te verminderen met tweemaal d;

— en, anderzijds, de notionele E verkregen door E van de atypische coupon te verminderen met d;

2° voor een laatste lange coupon :

a) is c gelijk aan het verschil tussen :

— enerzijds de notionele D verkregen door D van de atypische coupon te vermeerderen met d;

— en, anderzijds, E van de atypische coupon;

b) is f gelijk aan het verschil tussen :

— enerzijds de notionele D verkregen door D van de atypische coupon te vermeerderen met d;

— en, anderzijds, de notionele E verkregen door D van de atypische coupon te vermeerderen met tweemaal d.

§ 5. Indien de vervaldatum samenvalt met een sluitingsdag van Target dan worden de interesten betaald op de eerstvolgende werkdag van Target zonder dat hierdoor enige verwijlinterest verschuldigd is. »

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 1^{ter} ingevoegd dat luidt als volgt :

« Art. 1^{ter}. Het bedrag van de interesten te betalen op de vervaldatum van de interestperiode van een lineaire obligatie met variabele rentevoet wordt berekend als volgt :

$$C = Y \times \frac{i}{100} \times \frac{n}{360}, \text{ waarbij}$$

— C gelijk is aan het bedrag van de interesten;

— Y gelijk is aan het nominale bedrag van de effecten;

— i de nominale jaarlijkse rentevoet is van de effecten voor de betreffende interestperiode;

— n het exacte aantal kalenderdagen is tussen de aanvangsdatum van de interestperiode (inbegrepen) en de vervaldatum van interesten (niet inbegrepen).

Deze bepaling is toepasselijk op de lineaire obligaties met variabele rentevoet die worden uitgegeven na de inwerkingtreding van dit besluit. »

Art. 4. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De deelname van de aanbestedingen gebeurt uitsluitend in eigen naam.

Enkel de primary dealers en de recognized dealers zijn gerechtigd deel te nemen aan de aanbestedingen.

Een primary dealer of een recognized dealer kan, indien daartoe aanleiding bestaat, tijdelijk van de aanbestedingen worden uitgesloten overeenkomstig de bepalingen van het lastenboek van de primary dealers of de recognized dealers. »

Art. 5. In artikel 4, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "markthouders" vervangen door de woorden "primary dealers en de recognized dealers".

Art. 6. In artikel 5 van hetzelfde besluit :

1° wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Het bedrag van de offerte dient, voor de in euro uitgedrukte lineaire obligaties, een veelvoud van honderdduizend euro te zijn, met een minimum van één miljoen euro per voorgestelde prijs. »;

2° worden in het vierde lid de woorden "Belgische frank" vervangen door het woord "euro".

Art. 7. L'article 6, alinéa 2 du même arrêté est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 7 du même arrêté :

1° dans l'alinéa 3, les mots "en francs belges", "5 millions de francs" et "50 millions de francs" sont remplacés respectivement par les mots "en euros", "cent mille euros" et "un million d'euros";

2° dans l'alinéa 4, les mots "en francs belges" sont remplacés par les mots "en euros".

Art. 9. L'article 8, § 4, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les adjudicataires peuvent révoquer leur offre si les données visées à l'alinéa précédent ne sont pas communiquées le jour de l'adjudication avant 16 heures.

La révocation doit être communiquée sans délai, le jour de l'adjudication, au back-office de l'Agence de la dette constituée au sein de l'Administration de la Trésorerie. »

Art. 10. L'article 9 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Cette souscription non compétitive peut être réduite. L'arrondissement du montant réduit est fait conformément aux dispositions de l'article 7, alinéa 3. »

Art. 11. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. § 1er. Les primary dealers peuvent souscrire à des obligations linéaires au prix moyen pondéré de l'adjudication conformément aux dispositions du cahier des charges des primary dealers.

En cas de renonciation à un appel d'offres, conformément à l'article 6 de l'arrêté cadre, les primary dealers peuvent être autorisés à introduire des souscriptions non compétitives au prix et selon les règles déterminées au cas par cas.

La révocation d'une offre conformément à l'article 8, § 4 du présent arrêté, ne fait pas obstacle à une souscription non compétitive telle que prévue par le cahier des charges.

Le droit de participation des primary dealers aux souscriptions non compétitives peut être suspendu ou réduit conformément aux dispositions du cahier des charges.

§ 2. Le Fonds monétaire, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Fonds de Rentes peuvent souscrire à des obligations linéaires au prix moyen pondéré de l'adjudication dans le cadre de la gestion des portefeuilles, conformément aux conditions que fixe l'Administrateur général de la Trésorerie ou le fonctionnaire général désigné pour le remplacer en cas d'empêchement. »

Art. 12. Les articles 12, 13 et 14 du même arrêté sont abrogés.

Art. 13. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. L'article 5, alinéas 1 à 4 est applicable aux souscriptions visées aux articles 9 et 10 qui doivent être introduites d'une des manières visées à l'article 6. »

Art. 14. L'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 28 mai 1998 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Le montant à payer par l'acquéreur d'obligations linéaires à taux fixe, à la date de valeur de l'émission, est le prix offert ou le prix de souscription, majoré des intérêts courus calculés selon la formule ci-après :

$$I = Y \times \frac{i}{100} \times \frac{n}{b}, \text{ où}$$

— I est égal au montant des intérêts courus;

— Y est égal au montant nominal des titres à attribuer;

— i est égal au montant des intérêts dus par l'émetteur au terme de la période d'intérêts en cours au jour de valeur, exprimé en pourcentage de la valeur nominale;

— n est le nombre exact de jours calendrier entre le jour de départ de la période d'intérêts en cours à la date de valeur de l'émission (compris) et la date de valeur de l'émission (non comprise);

— b est égal au nombre exact de jours calendrier entre le jour de départ de la période d'intérêts en cours à la date de valeur de l'émission (compris) et le jour d'échéance des intérêts de cette période (non compris).

Art. 7. Artikel 6, lid 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 7 van hetzelfde besluit :

1° in het derde lid worden de woorden "in Belgische frank", "5 miljoen frank" en "50 miljoen frank" respectievelijk vervangen door de woorden "in euro", "honderduizend euro" en "één miljoen euro";

2° in het vierde lid worden de woorden "in Belgische frank" vervangen door de woorden "in euro".

Art. 9. Artikel 8, § 4, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 4. Diegenen aan wie de aanbesteding gegund werd kunnen hun offerte herroepen indien de gegevens bedoeld in het vorige lid niet worden bekendgemaakt op de dag van de toewijzing vóór 16 uur.

De herroeping moet onverwijld worden meegedeeld op de dag van de toewijzing aan de back-office van het Agentschap van de schuld opgericht binnen de Administratie der Thesaurie. »

Art. 10. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Deze inschrijving buiten mededinging kan worden verminderd. De afronding van het verminderde bedrag gebeurt overeenkomstig de bepalingen van artikel 7, lid 3. »

Art. 11. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. § 1. De primary dealers kunnen inschrijven op lineaire obligaties tegen de gewogen gemiddelde prijs van de aanbesteding overeenkomstig de bepalingen van het lastenboek van de primary dealers.

In geval van verzaking aan een uitnodiging tot het indienen van offertes, overeenkomstig artikel 6 van het kaderbesluit, kan aan de primary dealers worden toegestaan om inschrijvingen buiten mededinging in te dienen tegen de prijs en volgens de regels vastgesteld van geval tot geval.

De herroeping van een offerte overeenkomstig artikel 8, § 4, van dit besluit doet geen afbreuk aan het recht van inschrijving buiten mededinging zoals voorzien door het lastenboek.

Het recht van de primary dealers om deel te nemen aan de inschrijvingen buiten mededinging kan worden geschorst of verminderd overeenkomstig de bepalingen van het lastenboek.

§ 2. Het Muntfonds, de Deposito-en Consignatiekas en het Rentenfonds kunnen inschrijven op lineaire obligaties tegen de gewogen gemiddelde prijs van de aanbesteding in het kader van het portefeuillebeheer, overeenkomstig de voorwaarden vastgesteld door de Administrateur-generaal van de Administratie der Thesaurie of de ambtenaar-generaal die hem vervangt in geval van verhindering. »

Art. 12. De artikelen 12, 13 en 14 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 13. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. Artikel 5, lid 1 tot en met 4, is toepasselijk op de inschrijvingen bedoeld in de artikelen 9 en 10 die moeten worden ingediend op één van de wijzen vermeld in artikel 6. »

Art. 14. Artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het ministerieel besluit van 28 mei 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. Het door de koper van lineaire obligaties tegen vaste rentevoet op de valutadatum van de uitgifte te betalen bedrag is de geboden prijs of de inschrijvingsprijs, vermeerderd met de opgelopen interesten berekend volgens de hierna volgende formule :

$$I = Y \times \frac{i}{100} \times \frac{n}{b}, \text{ waarbij}$$

— I gelijk is aan het bedrag van de opgelopen interesten;

— Y gelijk is aan het nominale bedrag van de toe te kennen effecten;

— i gelijk is aan het bedrag van de door de emittent op het einde van de op de valutadatum lopende interestperiode verschuldigde interesten, uitgedrukt in een percentage van de nominale waarde;

— n het exacte aantal kalenderdagen is tussen de aanvangsdatum van de op de valutadatum van de uitgifte lopende interestperiode (inbegrepen) en de valutadatum van de uitgifte (niet inbegrepen);

— b gelijk is aan het exacte aantal kalenderdagen tussen de aanvangsdatum van de op de valutadatum van de uitgifte lopende interestperiode (inbegrepen) en de vervaldag van de interesten van deze periode (niet inbegrepen).

Si le jour de valeur de l'émission coïncide avec le jour d'une échéance d'intérêt, aucun intérêt couru n'est dû par l'acquéreur. »

Art. 15. Un article *18bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *18bis*. Le montant à payer par l'acquéreur d'obligations linéaires à taux d'intérêt variable, à la date de valeur de l'émission, est le prix offert ou le prix de souscription, majoré des intérêts courus calculés selon la formule ci-après :

$$I = Y \times \frac{i}{100} \times \frac{n}{360}, \text{ où}$$

- I est égal au montant des intérêts courus;
- Y est égal au montant nominal des titres à attribuer;
- i est le taux d'intérêt nominal annuel des titres à attribuer pour la période d'intérêts en cours à la date de valeur de l'émission;
- n est le nombre exact de jours calendrier entre le jour de départ de la période d'intérêts en cours à la date de valeur de l'émission (compris) et la date de valeur de l'émission (non comprise).

Si le jour de valeur de l'émission coïncide avec le jour d'une échéance d'intérêt, aucun intérêt couru n'est dû par l'acquéreur. »

Art. 16. Dans l'article 19, § 1er, 1°, du même arrêté, les mots "au taux d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique en vigueur à la date de valeur pour les avances en compte-courant hors ligne de crédit" sont remplacés par les mots "au taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de la Banque Centrale européenne, augmenté de 1,5 pct. en vigueur à la date de valeur".

Art. 17. Un article *20bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *20bis*. Seuls les primary dealers et les recognized dealers ont le droit de participer aux échanges. »

Art. 18. Dans l'article 22 du même arrêté, le mot "publique" est supprimé.

Art. 19. Dans l'article 24 du même arrêté, les mots "au plus tard le jour ouvrable et bancaire qui précède la date de valeur de l'échange ou," sont remplacés par les mots "au plus tard à 11 heures, le jour de valeur de l'échange".

Art. 20. Dans l'article 26, 1°, du même arrêté, les mots "au plus tard le jour ouvrable et bancaire qui précède la date de valeur de l'échange ou," sont remplacés par les mots "au plus tard à 11 heures, le jour de valeur de l'échange ou,".

Art. 21. A l'article 27, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 17 décembre 1998, les subdivisions 1 à 6 sont remplacées par les subdivisions suivantes :

« 1° de la fixation du calendrier des émissions prévu à l'article 3 du présent arrêté;

2° de l'appel d'offres ou de la renonciation à un appel d'offres concernant une émission d'obligations linéaires;

3° de l'acceptation des offres compétitives et de l'adjudication d'obligations linéaires;

4° de la réduction de la souscription non compétitive de la Banque Nationale de Belgique;

5° de la suspension ou de la réduction du droit de participation des primary dealers aux souscriptions non compétitives;

6° de l'octroi des délais de paiement. »

Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets le 25 février 1999.

Bruxelles, le 19 mars 1999.

J.-J. VISEUR

Indien de valudatum van de uitgifte samenvalt met een vervaldag van interesten, dan is geen opgelopen interest verschuldigd door de koper. »

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt een artikel *18bis* ingevoegd dat luidt als volgt :

« Art. *18bis*. Het door de koper van lineaire obligaties met variabele rentevoet op de valudatum van de uitgifte te betalen bedrag is de geboden prijs of de inschrijvingsprijs, vermeerderd met de opgelopen interesten berekend volgens de hierna volgende formule :

$$I = Y \times \frac{i}{100} \times \frac{n}{360}, \text{ waarbij}$$

- I gelijk is aan het bedrag van de opgelopen interesten;
- Y gelijk is aan het nominale bedrag van de toe te kennen effecten;
- i de nominale jaarlijkse rentevoet is van de toe te kennen effecten voor de op de valutatatum van de uitgifte lopende interestperiode;
- n het exacte aantal kalenderdagen is tussen de aanvangsdatum van de op de valutatatum van de uitgifte lopende interestperiode (inbegrepen) en de valutatatum van de uitgifte (niet inbegrepen).

Indien de valutatatum van de uitgifte samenvalt met een vervaldag van de interesten, dan is geen opgelopen interest verschuldigd door de koper. »

Art. 16. In artikel 19, § 1, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden "tegen het rentetarief van de Nationale Bank van België dat op de valudatum toepasselijk is voor de voorschotten in rekening-courant boven de kredietlijn" vervangen door de woorden "tegen het rentetarief van de marginale leningsfaciliteit van de Europese Centrale Bank dat op de valudatum toepasselijk is, vermeerderd met 1,5 procent".

Art. 17. In hetzelfde besluit wordt een artikel *20bis* ingevoegd dat luidt als volgt :

« Art. *20bis*. Enkel de primary dealers en de recognized dealers zijn gerechtigd deel te nemen aan de omruilingen. »

Art. 18. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt het woord "openbare" geschrapt.

Art. 19. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de woorden "uiterlijk de bankwerkdag vòòr de valudatum van de omruiling" vervangen door de woorden "uiterlijk om 11 uur op de valudatum van de omruiling".

Art. 20. In artikel 26, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden "op de bankwerkdag vòòr de valutatatum van de omruiling" vervangen door de woorden "uiterlijk om 11 uur op de valutatatum van de omruiling".

Art. 21. In artikel 27, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het ministerieel besluit van 17 december 1998, worden de onderverdelingen 1 tot en met 6 vervangen als volgt :

« 1° de vastlegging van de kalender van de uitgiften voorzien in artikel 3 van dit besluit;

2° de uitnodiging tot het indienen van offertes of de verzaking aan een uitnodiging tot het indienen van offertes betreffende een uitgifte van lineaire obligaties;

3° de aanvaarding van de offertes met mededinging en aanbesteding van lineaire obligaties;

4° de vermindering van de inschrijving buiten mededinging van de Nationale Bank van België;

5° de schorsing of vermindering van het recht van de primary dealers om deel te nemen aan de inschrijvingen buiten mededinging;

6° het toekennen van uitstel van betaling. »

Art. 22. Dit besluit treedt in werking met ingang van 25 februari 1999.

Brussel, 19 maart 1999.

J.-J. VISEUR